

Arrest

nr. 172 595 van 28 juli 2016
in de zaak RvV X / IX

In zake: X

Gekozen woonplaats: X

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IXE KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Marokkaanse nationaliteit te zijn, op 9 maart 2016 heeft ingediend om de schorsing van de tenuitvoerlegging en de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging van 10 februari 2016 tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten.

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 23 mei 2016, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 09 juni 2016.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken A. WIJNANTS.

Gehoord de opmerkingen van advocaat D. GEENS, die loco advocaat M. ALIÉ verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat B. HEIRMAN, die loco advocaat C. DECORDIER verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

De bestreden beslissing luidt als volgt:

“Bevel om het grondgebied te verlaten

De heer die verklaart te heten (1)

[...]

nationaliteit: Marokko

In voorkomend geval, ALIAS: [...]

wordt het bevel gegeven het grondgebied van België te verlaten, evenals het grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten volle toepassen(2), tenzij hij (zij) beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven,

uiterlijk op 10/02/2016.

REDEN VAN DE BESLISSING:

Het bevel om het grondgebied te verlaten wordt afgegeven in toepassing van artikel(en) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en volgende feiten

Artikel 7, alinea 1 :

- 1 ° *wanneer hij in het Rijk verblijft zonder houder te zijn van de bij artikel 2 vereiste documenten;*
- 3° *wanneer hij door zijn gedrag geacht wordt de openbare orde te kunnen schaden;*

Artikel 74/14 :

- *artikel 74/14 §3, 1°: er bestaat een risico op onderduiken*
- *artikel 74/14 §3, 3°: de onderdaan van een derde land is een gevaar voor de openbare orde*

*De betrokkene is niet in het bezit van een geldig identiteitsdocument en/of van een geldig reisdocument.
Betrokkene is op heterdaad betrapt voor verkrachting.
PV nr BR.37.LL.016010/2016 van de politie van Elsene
Betrokkene heeft geen officiële verblijfplaats in België"*

2. Onderzoek van het beroep

2.1. Het enig middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, van artikel 62 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de Vreemdelingenwet), van het algemeen beginsel van behoorlijk bestuur, het zorgvuldigheidsbeginsel, artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (EVRM) en artikel 7 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie. De verwerende partij wordt ook een manifeste beoordelingsfout verweten.

Het middel wordt uiteengezet als volgt:

*« Moyen unique pris de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation des actes administratifs ainsi que l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de l'erreur manifeste d'appréciation, du principe général de bonne administration, du devoir de minutie et de précaution, de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH) et de l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
lère Branche*

*Défaut de motivation adéquate et non prise en considération de la situation personnelle de Monsieur M.
En prenant l'acte attaqué, le délégué du Ministre de l'Intérieur a violé les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980.*

La loi du 29.07.1991 érige en son article 2 l'obligation, pour l'administration, de motiver formellement toute décision administrative de portée individuelle.

Cette même loi précise, en son article 3, que cette motivation « consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision », et que cette motivation doit être adéquate.

L'exigence de la motivation d'une décision est destinée à ce que l'intéressé ait parfaitement connaissance des raisons qui la justifient (C.E., arrêt n° 33.560 du 12.05.1989, R.A.C.E., 1989).

En effet, « motiver une décision au sens formel du terme, c'est l'expliquer, c'est exposer dans la décision elle-même le raisonnement en droit et en fait qui lui sert de fondement C'est officialiser en quoi et pourquoi l'auteur de la décision a estimé pouvoir appliquer sa compétence à la situation de fait qui lui est soumise » (D. LAGASSE, « La loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs », Orientations, 1993, p.68).

En outre, la motivation doit encore être « adéquate », à savoir qu'elle doit manifestement avoir trait à la décision, qu'elle doit être claire, précise, complète et suffisante.

En l'espèce, la motivation n'est ni complète, ni précise, ni suffisante dans la mesure où elle ne tient nullement compte de la situation personnelle du requérant et plus particulièrement, la longueur de son séjour en Belgique ainsi que ses attaches sociales et familiales durables.

Absolument aucun élément ne figure dans la décision attaquée relativement la situation actuelle du requérant.

Or, il ressort du dossier administratif transmis par l'Office des étrangers que Monsieur M. avait notamment introduit une demande de régularisation en faisant valoir entre autres, la longueur de son séjour.

Ce défaut de motivation doit donc être sanctionné puisqu'outre une violation des dispositions relatives à la motivation des actes administratifs, il contrevient de manière manifeste à l'article 8 de la CEDH. Votre Conseil a d'ailleurs déjà eu l'occasion de décider que (CCE, arrêt n° 168.712 du 09.03.2007) :

« les pouvoirs de police conférés par l'article 7 de la loi du 15.12.1980 ne peuvent avoir pour effet de dispenser l'autorité administrative du respect des obligations internationales auxquelles l'Etat Belge a souscrit. Au titre de tels engagements figure notamment la protection des droits garantis par les articles 3 et 8 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, lesquels sont d'effet direct et ont par conséquent aptitude à conférer par eux-mêmes des droits aux particuliers dont ces derniers peuvent se prévaloir devant les autorités administratives ou juridictionnelles sans qu'aucune mesure interne complémentaire ne soit nécessaire à cette fin. Les autorités précitées sont dès lors tenues, le cas échéant, d'écarter la disposition légale ou réglementaire qui y contreviendrait ».

Le requérant, tout en soulignant l'existence de la réalité de sa vie privée et familiale en Belgique, reprend et fait sienne la jurisprudence du Conseil de céans précisant:

« l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne s'oppose pas à ce que les États fixent des conditions pour le séjour des étrangers sur leur territoire et que, partant, ils prennent une mesure d'éloignement à l'égard de ceux qui ne satisfont pas à ces conditions. Une telle ingérence n'est toutefois permise que pour autant qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire, notamment à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales. Ce critère de nécessité implique que l'ingérence soit fondée sur un besoin social impérieux et soit proportionnée au but légitime recherché. Dans cette perspective, il incombe à l'autorité de montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte au droit du demandeur au respect de sa vie privée et familiale » (Conseil du Contentieux des étrangers, arrêt n° 2212 du 3 octobre 2007).

Le requérant n'est pas en mesure de comprendre la décision entreprise alors qu'il vit depuis de nombreuses années en Belgique et qu'il y a ses principales attaches sociales et familiales.

La partie adverse n'ayant mené aucun examen de la situation de Monsieur M. au regard de l'article 8 de la CEDH, la décision attaquée doit être annulée.

2ème Branche

L'absence de danger pour l'ordre public

La partie adverse vise le danger pour l'ordre public en mentionnant un numéro de procès-verbal correspondant à un viol mais ne procède à aucune analyse sérieuse du potentiel danger pour la sécurité publique.

Le rapport administratif fait pourtant état d'un dossier BR.43.LL.016011/2016 (pièce 5). Or, il s'agit de la plainte du requérant pour coups et blessures à son égard, ce qui tend à prouver que la version des faits telle que relatée par ce dernier pourrait bel et bien être objectivée par l'information pénale.

Or, la décision entreprise ne touche pas un mot de ce dossier dans lequel le requérant est pourtant victime.

Par ailleurs, rappelons qu'il n'a été ni inculpé ni placé sous mandat d'arrêt. Au contraire, il a directement été libéré après son audition.

La seule existence de l'ouverture d'une information pour viol n'est pas suffisante pour motiver un danger quelconque pour l'ordre public.

Le constat d'une menace réelle et suffisamment grave affectant un intérêt fondamental de la société n'est donc nullement été démontré dans le chef du requérant.

Il doit dès lors être fait application de la jurisprudence de votre Conseil qui a eu l'occasion de rappeler dans un arrêt 64201 du 30 juin 2011, la notion de danger pour l'ordre public :

« 4.1.2. Dans un arrêt du 31 janvier 2006 (C-503/03), la Cour de justice des Communautés européennes a rappelé sa jurisprudence constante en la matière, selon laquelle « le recours par une autorité nationale à la notion d'ordre public suppose, en tout état de cause, l'existence, en dehors du trouble social que constitue toute infraction à la loi, d'une menace réelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société (arrêts précités Rutili [36/75 du 28 octobre 1975], point 28 ; Bouchereau [30/77 du 27 octobre 1977], point 35, ainsi que Orfanopoulos et Oliveri [C-482/01 et C-493/01 du 29 avril 2004], point 66) » et précisant que, « dans le cas d'un ressortissant d'un Etat tiers, conjoint d'un ressortissant d'un Etat membre, cette interprétation stricte de la notion d'ordre public permet également de protéger le droit de ce dernier au respect de sa vie familiale au sens de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Elle a également rappelé que « l'existence d'une condamnation ne peut être ainsi retenue que dans la mesure où les circonstances qui ont donné lieu à cette condamnation font apparaître l'existence d'un comportement personnel constituant une menace actuelle pour l'ordre public (arrêts Bouchereau précité, point 28, et Calfa, C-348/96, du 19 janvier 1999, point 24] » (voir également CCE N°107 819 du 31 juillet 2013).

À l'évidence, la décision attaquée ne comprenant aucun examen sérieux du danger que représenterait le requérant pour l'ordre public, elle doit être annulée !

Rappelons que c'est Monsieur M. lui-même qui a appelé la police suite à l'agression dont il a été victime et qu'il a donné une version des faits tout à fait plausible et en déposant un certificat médical à l'appui de ses dires.

Le moyen est donc fondé. »

2.2. Verzoeker kan zich niet zonder meer beroepen op “het” algemeen beginsel van behoorlijk bestuur. Elk van de welomschreven algemene beginselen van behoorlijk bestuur hebben een eigen finaliteit, zodat het aan verzoeker toekomt te preciseren op welk beginsel hij zich beroept. Het middel is in zoverre onontvankelijk.

2.3. De artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen verplichten de overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen, en dat op een “afdoende” wijze. Het afdoende karakter van de motivering betekent dat de motivering pertinent moet zijn, dit wil zeggen dat ze duidelijk met de beslissing te maken moet hebben, en dat ze draagkrachtig moet zijn, dit wil zeggen dat de aangehaalde redenen moeten volstaan om de beslissing te dragen. De belangrijkste bestaansreden van de motiveringsplicht, zoals die wordt opgelegd door de voormelde wet van 29 juli 1991, bestaat erin dat de betrokkene in de hem aanbelangende beslissing zelf de motieven moet kunnen aantreffen op grond waarvan ze werd genomen, derwijze dat blijkt, of minstens kan worden nagegaan of de overheid is uitgegaan van gegevens die in rechte en in feite juist zijn, of zij die gegevens correct heeft beoordeeld, en of zij op grond daarvan in redelijkheid tot haar beslissing is kunnen komen, opdat de betrokkene met kennis van zaken zou kunnen uitmaken of het aangewezen is de beslissing met een annulatieberoep te bestrijden (RvS 18 januari 2010, nr. 199.583, Staelens; RvS 11 december 2015, nr. 233.222). Artikel 62 van de Vreemdelingenwet legt evenzeer de plicht op om de beslissingen die voortvloeien uit de toepassing van de Vreemdelingenwet formeel te motiveren.

2.4. Verzoeker betoogt in een eerste onderdeel dat de bestreden beslissing op dit vlak tekortkomt doordat op geen enkele wijze blijkt dat rekening werd gehouden met zijn persoonlijke situatie en, in het bijzonder, met de duur van zijn verblijf in België en zijn sociale en familiale bindingen, dit terwijl uit het administratief dossier blijkt dat hij een aanvraag om machtiging tot verblijf had ingediend waarin hij zich onder andere had beroepen op de duur van zijn verblijf in België. Dit element raakt artikel 8 van het EVRM en het daarmee corresponderende artikel 7 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie. Verzoeker concludeert dat hij niet in de mogelijkheid is om de bestreden beslissing te

begrijpen terwijl hij reeds meerder jaren in België verblijft en er voorname familiale en sociale bindingen heeft.

Opdat hij een belang zou hebben bij deze grieven, moet verzoeker in eerste instantie aantonen dat de sociale en familiale bindingen waarvan hij gewag maakt wel degelijk bestaan. Verzoeker verwijst daarvoor naar de aanvraag om machtiging tot verblijf die hij had ingediend. Deze aanvraag resulteerde in een beslissing tot niet inoverwegingname van 31 augustus 2010, op grond van de vaststelling dat verzoeker niet verbleef op het adres dat hij had opgegeven. Uit het administratief dossier blijkt niet dat er later nog andere aanvragen zijn geweest, en verzoeker toont dit ook niet aan. In die omstandigheden kan verzoeker zich niet zonder meer beroepen op de elementen waarop hij zich in die aanvraag had beroepen om een privé- en familieleven aannemelijk te maken. De verwerende partij kan worden bijgetreden waar zij in haar nota betoogt dat het aan verzoeker toekomt om elementen aan te brengen die erop zouden kunnen duiden dat het besluitvormingsproces een andere wending zou kunnen hebben gekregen, maar hij daartoe volledig in gebreke blijft. Het enkel en alleen op algemene en vage verwijzen naar de duur van zijn verblijf -terwijl zelfs die niet vaststaat, gelet op de negatieve woonstcontrole waarvan hiervoor reeds sprake- of naar een vermeend privé- of familieleven in België volstaat geenszins om één en ander aan te tonen.

Derhalve moet worden vastgesteld dat verzoeker geen belang heeft bij het eerste middelonderdeel.

2.5. Wat het tweede middelonderdeel betreft, moet worden gewezen op het volgende:

Verzoeker betwist dat hij een gevaar zou uitmaken voor de openbare orde.

In de mate dat de verwerende partij in de bestreden beslissing verwijst naar artikel 7, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet -“ 3° wanneer hij door zijn gedrag geacht wordt de openbare orde of de nationale veiligheid te kunnen schaden”- moet erop worden gewezen dat dit een overtollig motief is, nu het bevel evenzeer en op zich kan worden gedragen door het motief dat verzoeker in het Rijk verblijft zonder houder te zijn van de bij artikel 2 vereiste documenten (artikel 7, eerste lid, 1° van diezelfde wet). Verzoeker laat dit motief volstrekt ongemoeid zodat het onverminderd overeind blijft en hij geen belang heeft bij het aanvechten van het overtollige motief betreffende de openbare orde in het licht van artikel 7 van de Vreemdelingenwet.

In de mate dat op het gevaar dat verzoeker zou uitmaken voor de openbare orde wordt, moet in het kader van artikel 74/14, § 3, 3° van de Vreemdelingenwet erop worden gewezen dat niet kan worden vastgesteld welk actueel belang verzoeker heeft bij zijn grief dat hij geen gevaar betekent voor de openbare orde. Het belang bij het middel dient immers niet alleen te bestaan op het ogenblik van het indienen van het verzoekschrift maar ook nog op het ogenblik van de uitspraak.

Artikel 74/14 van de Vreemdelingenwet heeft betrekking op de termijn die aan de betrokken vreemdeling wordt verleend om het grondgebied te verlaten en die in casu, onder verwijzing naar het gevaar voor de openbare orde en artikel 74/14, § 3, 3° werd gereduceerd van de maximumtermijn van dertig dagen naar een termijn van nul dagen. Verzoeker verzet zich dus tegen het feit dat hij ten onrechte geen dertig dagen heeft gekregen om vrijwillig uitvoering te geven aan het bestreden bevel om het grondgebied te verlaten. Op heden is de maximumtermijn van dertig dagen om het grondgebied te verlaten reeds ruimschoots verstreken. Verzoeker werd niet op gedwongen wijze van het grondgebied verwijderd, zodat niet kan worden vastgesteld dat hij thans nog enig belang heeft bij zijn grief dat hij niet zou beschikken over een termijn van dertig dagen om vrijwillige uitvoering te geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten.

Het tweede middelonderdeel kan evenmin worden aangenomen.

2.6. Aangezien het middel, ongeacht de verschillende geschonden geachte rechtsregels en -beginselen, geen andere draagwijdte heeft dan hetgeen hiervoor werd besproken, moet worden vastgesteld dat het onontvankelijk dan wel ongegrond is. De verwijzing door verzoeker naar de rechtspraak die hij aanhaalt, doet daaraan geen afbreuk.

3. Korte debatten

De verzoekende partij heeft geen gegrond middel dat tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing kan leiden aangevoerd. Aangezien er grond is om toepassing te maken van artikel 36 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt de vordering tot schorsing, als accessorium van het beroep tot nietigverklaring, samen met het beroep tot nietigverklaring verworpen. Er dient derhalve geen uitspraak gedaan te worden over de exceptie van onontvankelijkheid van de vordering tot schorsing, opgeworpen door de verwerende partij.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

De vordering tot schorsing en het beroep tot nietigverklaring worden verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op achtentwintig juli tweeduizend zestien door:

mevr. A. WIJNANTS,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

dhr. M. DENYS,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

M. DENYS

A. WIJNANTS